

HAGLUND, David (Ed.). *The Defence Industrial Base and the West*. London-New York, Routledge, 1989, 298p.

Jacques Fontanel

Volume 22, numéro 2, 1991

Afrique : la déconnexion par défaut

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702856ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702856ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Fontanel, J. (1991). Compte rendu de [HAGLUND, David (Ed.). *The Defence Industrial Base and the West*. London-New York, Routledge, 1989, 298p.] *Études internationales*, 22(2), 437–440. <https://doi.org/10.7202/702856ar>

position sur le rôle général de l'État et des multinationales...» (p. 13).

Sans sympathie aucune pour le libéralisme, l'auteur ne cache pas son admiration pour «des théories partielles, et même partiales (Marx, Keynes)» qui auraient été «vraies» dans la mesure de leur utilité (p. 19).

Le prisme idéologique déformant de l'auteur se révèle évidemment dans la caractérisation d'auteurs ou de régimes anciens. Ainsi, à propos du mercantilisme, écrit-il: «Ses tenants eurent raison trop tôt, privilégiant l'action, la politique économique, alors que les instruments n'étaient pas créés» (p. 21). Même Saint-Simon est considéré comme timoré: «Nous demanderons à des auteurs moins ambigus sur les buts, plus réalistes sur les moyens, les lignes directrices d'une économie politique efficace» (p. 23). Proudhon et Marx semblent satisfaire au critère d'une «vision très simple et pourtant trop souvent méconnue de la globalité et de l'utilité sociales» (p. 26). «L'utilité pour un pays, un groupe social, à une époque donnée, voilà qui constitue la vérité d'une théorie.» Cette conception étrange révèle une volonté subconsciente de domination du corps politique par des techniciens de l'économie. Le marxisme subconscient de l'auteur se révèle encore par l'affirmation que l'homme était relativement libre avant le capitalisme, qu'il fut prisonnier dans ce dernier régime, en attendant de se libérer par la société communiste (p. 32).

Après avoir disserté sur «les dangers... des constructions formelles sur l'optimum concurrentiel», l'auteur fait peu de cas des préférences individuelles. Il écrit, tout froidement: «Pourquoi ne pas parler des «objectifs» de l'État, simplement?» (p. 68).

L'auteur n'hésite pas à proposer un code d'obligations multiples à l'économiste, notamment celle de «faire de la propagande pour un interventionnisme cohérent de l'État» (p. 73). «Tout cela, y compris l'interventionnisme cohérent préconisé, ne peut que renforcer la liberté des citoyens, incluant la liberté (à la limite) de choisir un régime autoritaire» (p. 73).

Sans référence aucune à l'Est européen, où au terme d'un long calvaire inspiré et organisé conformément à la philosophie de l'auteur l'on s'accroche désespérément à l'économie de marché comme unique planche de salut, les «réflexions» de Faure-Soulet font figure de navrante aberration.

Roger DEHEM

*Département d'économique
Université Laval, Québec*

HAGLUND, David (Ed.). *The Defence Industrial Base and the West*. London—New York, Routledge, 1989, 298p.

Si les évolutions politiques internationales influencent considérablement le marché des matières premières, inversement celles-ci sont utilisées à des fins géopolitiques qui permettent d'atteindre positivement ou négativement le bien-être économique des pays importateurs ou exportateurs et de modifier substantiellement la sécurité des États. La possession, la disposition ou le libre accès aux ressources minières constitue une base économique essentielle de toutes les économies développées, car elles contribuent matériellement à la puissance industrielle et militaire des États. En outre, les échanges internationaux de ces produits

sensibles peuvent faire l'objet de restrictions ou de sanctions susceptibles de réduire le potentiel de développement des économies nationales qui les produisent ou qui les achètent.

Le Canada est un importateur important de minéraux, mais il est aussi le principal exportateur des matières premières non pétrolières. Il est donc directement impliqué dans l'échiquier géostratégique international, en relation étroite avec la politique des États-Unis. Le Canada a parfois cherché à utiliser ses ressources minières pour mener une véritable action de rétorsion économique, notamment en ce qui concerne la prolifération des technologies nucléaires et de la vente de l'uranium. Son action ne s'est pourtant pas toujours confondue à celle de Washington qui, tout en considérant que les ressources minières du Canada sont quasi équivalentes à des ressources domestiques, n'en établit pas moins des restrictions liées autant au souhait de protectionnisme des producteurs nationaux qu'à des considérations stratégiques élevées.

David D. Haglund, après une présentation des principaux concepts utilisés dans l'ouvrage, se propose de mettre en évidence, par une analyse diachronique, les intérêts de la politique minière du Canada. Il s'interroge alors sur l'historique de la prise en compte de cet instrument de politique internationale, sur les rapports entre la disposition et la répartition des matières premières et les causes des guerres et les conditions de la paix, sur la qualité de la relation univoque de l'influence des matières premières sur le potentiel militaire national et sur l'impact de la rareté relative des matériaux dans la croissance économique des pays. Cette situation ne permet guère de

«dépolitiser» les marchés des matières premières, qui restent fondamentalement influencées par les contraintes stratégiques de rapports de forces militaires et économiques. Haglund pose alors les véritables questions, sans les traiter au fond, laissant ce soin aux textes qui suivent son article.

Andrew Fenton Cooper présente de nombreuses questions de politique internationale qui ont opposé des producteurs et des consommateurs de matières premières de 1973 à 1983. Sa thèse est que la politique minière canadienne est schizophrénique ; elle souhaite d'une part, aider les pays en voie de développement dans leur désir d'améliorer la qualité et l'importance de la rente économique de leurs ressources nationales et d'autre part, soutenir les principaux objectifs des pays industrialisés qui refusent avec insistance les revendications redistributives proposées par le Nouvel ordre économique international. La direction future de la politique canadienne semble de plus en plus dépendante des États-Unis, car si la politique de «canadianisation» de Trudeau a irrité les relations canado-américaines, elle n'en a pas pour autant modifié fondamentalement la solidarité continentale.

David Yudelman met en évidence les facteurs nationaux qui influencent la politique canadienne des matières premières comme instrument de politique internationale. Les relations entre la politique gouvernementale et l'industrie minière ont souvent été très compliquées et elles ont été marquées par la perte progressive de compétitivité de cette activité essentielle au développement économique canadien. Le gouvernement a incité les entreprises minières à s'engager dans un processus important de modernisation

(notamment avec l'accord de libre-échange avec les États-Unis) et de relation étroite avec le marché international. Cette volonté de libéralisation des échanges a certes obligé les entreprises nationales à entreprendre des efforts importants en matière de compétitivité, mais jamais comme aujourd'hui, la politique minière canadienne n'a été aussi contrainte et conditionnée par les événements politiques et les facteurs économiques internationaux.

John Finlayson présente en détail les importations minières canadiennes, en insistant notamment sur celles qui sont susceptibles de créer des problèmes de rupture de stock comme le chrome ou le manganèse. Cependant il conclut que le Canada est moins vulnérable que ses alliés à une interruption volontaire ou involontaire de fourniture de matières premières, mais il subirait indirectement les effets de la situation économique grave dans laquelle se trouveraient la plupart de ses partenaires de l'OCDE. Finlayson souligne les vulnérabilités individuelles et collectives des alliés et il présente des solutions partielles comme la diversification des importations, la substitution, le recyclage, la conservation, le stockage, la production nationale, etc... Il considère que le Canada devrait limiter sa dépendance, même si les coûts de production nationale sont supérieurs, car une politique de rétorsion des exportateurs de matières premières aurait des effets désastreux.

David Blair retrace les origines de l'Agence Internationale de l'Énergie créée en 1974 par 16 pays de l'OCDE, ayant pour objectif de développer la coopération à long terme des pays membres en vue de réduire leur dépendance à l'égard du pétrole, d'améliorer les systèmes d'information, de promouvoir

des recherches communes et d'engager des procédures de coopération avec les pays exportateurs. Il montre l'action de cet organisme pour améliorer la sécurité des importations de pétrole dans les pays occidentaux industrialisés. Les pays membres et notamment le Canada perçoivent de grands avantages économiques et stratégiques de leur participation à cet organisme, qui reste malgré tout largement dominé par les États-Unis. David Blair l'incite à porter une plus grande attention aux moyens collectifs de sécurité des importations, notamment lorsque les marchés du pétrole ne seront pas aussi surabondants que maintenant.

Haglund montre que la dépendance américaine à l'égard des matériaux canadiens est un facteur contributif important au potentiel militaire américain. Il centre son analyse sur le nickel, l'essence et l'uranium. Le commerce international crée un effet d'offre et un effet d'influence et ces deux effets contribuent au pouvoir et à l'influence des États. Les relations américano-canadiennes évoluent dans le temps et si les États-Unis ont développé leurs relations en ce qui concerne le pétrole et le nickel, il existe des mesures protectionnistes plus solides en ce qui concerne l'uranium. Ce qui va à l'encontre de l'hypothèse selon laquelle des considérations de sécurité nationale dicteraient aux américains d'utiliser les matériaux canadiens pour leur base industrielle. Au contraire même, des arguments de sécurité nationale ont amené le gouvernement des États-Unis à rejeter l'uranium canadien du marché des États-Unis. En fait, si les solidarités américano-canadiennes sont incontestables, il arrive que sur des produits déterminés des restrictions apparaissent, sans pour autant qu'une rationalité autre que celle des lobbies et des querel-

les de ménage puisse être sérieusement avancée.

Pour Michael Webb, le marché de l'uranium a stimulé un débat public très intense et le gouvernement canadien a souhaité exercer une action sur cette production et ce marché. Il y a des conflits d'intérêt entre la volonté de non-prolifération internationale et le souhait de renforcer le volume et la valeur de la production et de l'exportation des minéraux canadiens. Après son expérience malheureuse avec l'Inde, le Canada a imposé des règles précises et cela a donné à penser qu'il pouvait à tout moment rendre son embargo effectif et efficace. Les consommateurs ont eu peu de choix. Dans ces conditions, les américains ont exprimé une volonté d'indépendance à l'égard des exportations canadiennes qui répond plus à des considérations d'amour-propre qu'à une réelle inquiétude en ce qui concerne leur approvisionnement. Il est vrai que le domaine du nucléaire étant politiquement très sensible, la moindre contestation ou discussion publique entre les États peut prendre des proportions inattendues et mettre un gouvernement dans une situation politique interne et externe difficile. Le nucléaire et la stratégie de la dissuasion impliquant leur dose de secret, le fournisseur devient une contrainte et un risque qu'il n'est pas toujours facile de maîtriser et qu'il convient alors d'éviter si une production nationale est envisageable. Les tentatives de rétorsion économique peuvent être coûteuses et même contre-productives. Le Canada apparaît maintenant comme une source non fiable, alors même que ses coûts sont relativement élevés. C'est pourquoi les États-Unis ont une attitude parfois de méfiance à l'égard d'un voisin pourtant bien aligné politiquement.

Ce n'est pas parce que cet ensemble d'articles, bien présentés et synthétisés par son éditeur, parle surtout du Canada que ses analyses sont partielles et ne peuvent, par généralisation, s'appliquer à d'autres situations ou à d'autres pays. Ce livre est très intéressant à lire par tous ceux qui s'intéressent à l'arme économique.

Jacques FONTANEL

*Faculté des sciences économiques
Université de Grenoble, France*

NELSON, Joan M. and contributors.
Fragile Coalitions: The Politics of Economic Adjustment. New Brunswick (USA) and Oxford (UK), Coll. "U.S. Third World Policy Perspectives, No. 12", 1989. 183p.

La direction de l'Overseas Development Council (ODC), organisation basée à Washington, se compose des personnalités nord-américaines les plus en vue dans le domaine du développement, dont trois ex-présidents de la Banque Mondiale et de nombreux universitaires. Il faut s'attendre à ce qu'un livre publié sous ses auspices reflète les axes de recherche et les préoccupations pratiques de ce milieu. On trouve dans l'ouvrage sous la direction de Joan M. Nelson un reflet de l'état actuel de la réflexion concernant les problèmes d'ajustement dans les pays en développement.

En introduction, Nelson nous rappelle qu'après l'émergence de la crise de l'endettement en 1982, une confiance de mise régnait dans les milieux financiers et ceux du développement. On voulait croire que certaines actions correctives et un refinancement au cas